

Commission des Forêts d'Afrique Centrale
(COMIFAC)

TRAITE

Version : Française, Anglais, Espagnol, Portugais

SOMMAIRE

Traité relatif à la Conservation et à la Gestion Durable des Ecosystèmes Forestiers d’Afrique Centrale et instituant la Commission des Forêts d’Afrique Centrale (COMIFAC)– Février 20051- 15

Treaty on the conservation and sustainable management of forest ecosystems in central Africa and to establish the Central African Forests Commission (COMIFAC)16-30

Tratado sobre la Conservación y la Administración duradera de los Ecosistemas Forestales del África Centrale instituyendo la Comisión de los Bosques del África Central (COMIFAC) - Febrero de 200531-46

Tratado relativo à conservação e à gestão sustentável dos ecossistemas florestais de Africa Central e instituindo a Comissão das Florestas de Africa Central (COMIFAC)47-62

TRAITE

**RELATIF A LA CONSERVATION ET A LA GESTION DURABLE DES
ECOSYSTEMES FORESTIERS D'AFRIQUE CENTRALE ET
INSTITUANT LA COMMISSION DES FORETS D'AFRIQUE
CENTRALE (COMIFAC)**

PREAMBULE

LES ETATS PARTIES :

- la République du Burundi,
- la République du Cameroun ;
- la République Centrafricaine ;
- la République du Congo ;
- la République Démocratique du Congo ;
- la République Gabonaise ;
- la République de Guinée Equatoriale ;
- la République du Rwanda ;
- la République de Sao Tomé et Príncipe ;
- la République du Tchad.

Vu la Convention de Vienne de 1986, relative aux organisations internationales,

Vu la Déclaration de Rio de Janeiro de juin 1992 sur tous les types de forêts et l'Agenda 21 en son chapitre 11 ;

Vu la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique ;

Vu la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification ;

Vu la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;

Vu la Déclaration des Chefs d'Etat d'Afrique Centrale du 17 mars 1999 sur la conservation et la gestion durable des forêts tropicales, dite « Déclaration de YAOUNDE », socle du présent Traité et dans laquelle les Chefs d'Etat proclament :

- leur attachement au principe de conservation de la biodiversité et de la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale ;
- le droit de leurs peuples à compter sur les ressources forestières pour soutenir leurs efforts de développement économique et social ;
- leur adhésion déjà ancienne à la nécessité de concilier les impératifs de développement économique et social avec la conservation de la diversité biologique dans le cadre d'une coopération sous-régionale et internationale bien comprise ;
- leur intérêt à la mise en place par la communauté internationale, aujourd'hui très consciente du rôle écologique des forêts, d'un mécanisme international destiné au financement d'un

fonds fiduciaire pour soutenir de manière durable les pays de la sous-région dans leurs efforts d'aménagement, de conservation et de recherche sur les écosystèmes forestiers ;

- leur soutien et leur solidarité avec les pays sahéliens de l'Afrique Centrale dans leur lutte contre l'avancée du désert ;

Vu la Résolution n° 54/214 du 1^{er} février 2000 de l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de sa 54^{ème} session, prenant acte de cette Déclaration des Chefs d'Etat d'Afrique Centrale, dite « Déclaration de Yaoundé » ;

Vu les statuts de la Conférence des Ministres en charge des forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) adoptés à Yaoundé, le 28 Juin 2002 ;

Conscients de la nécessité de poser les bases fiables et durables d'une coopération sous-régionale en matière de conservation et de gestion durable des forêts ;

Conviennent de ce qui suit :

TITRE I : DES ENGAGEMENTS

Article 1^{er} :

Les Etats Parties au présent Traité s'engagent, dans le cadre de la conservation et de la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale, à :

- inscrire dans leurs priorités nationales, la conservation et la gestion durable des forêts ainsi que la gestion de l'environnement,
- adopter des politiques nationales harmonisées en matière de forêts et accélérer la mise en place des instruments d'aménagement, notamment des systèmes de certification reconnus internationalement, agréés par les Etats de l'Afrique Centrale et développer les ressources humaines pour leur mise en œuvre ;
- mettre en place des mesures destinées à concilier les actions en faveur de la conservation et de la gestion durable des écosystèmes forestiers avec les politiques de développement dans d'autres secteurs, notamment le reboisement, les transports et l'agriculture ;
- mettre en place, dans chaque Etat, des mécanismes durables de financement du développement du secteur forestier à partir des revenus générés par l'activité forestière et la coopération internationale ;

- inciter leurs Gouvernements à mettre en œuvre les actions prioritaires du Plan de Convergence, à savoir : l'identification des zones prioritaires de conservation, la création de nouvelles aires protégées, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion des aires protégées et ; l'appropriation par les Etats des processus engagés dans les programmes pilotes ;
- développer une fiscalité forestière adéquate et des mesures d'accompagnement nécessaires à sa mise en œuvre pour soutenir de manière pérenne les efforts de conservation, d'aménagement durable et de recherche sur les écosystèmes forestiers ;
- accélérer le processus de création des aires protégées transfrontalières entre les pays de l'Afrique Centrale et inviter les pays voisins à s'intégrer dans le processus, tout en renforçant la gestion des aires protégées existantes ;
- renforcer les actions visant à accroître la participation rapide des populations rurales dans la planification et la gestion durable des écosystèmes et réserver des espaces suffisants pour leur développement socio-économique ;
- veiller à une plus grande implication des opérateurs économiques dans le processus de gestion durable et de conservation des écosystèmes forestiers ;
- mettre en place des actions concertées en vue d'éradiquer le braconnage et toute autre exploitation non durable dans la sous-région, en y associant les parties prenantes, notamment les opérateurs économiques et les populations ;
- promouvoir et accélérer le processus d'industrialisation du secteur et développer des mécanismes adéquats de financement du secteur privé national, en vue de maximiser la valeur ajoutée et de créer des emplois nouveaux et valorisants, tout en veillant à l'utilisation durable des ressources en harmonie avec la possibilité forestière ;
- œuvrer pour l'harmonisation standardisée des documents accompagnant la circulation des produits forestiers et fauniques ;
- promouvoir l'organisation des fora nationaux et sous-régionaux d'échanges d'expériences ;
- favoriser la mise en place de réseaux liant les institutions pertinentes de recherche et de développement forestier;
- renforcer la coordination ainsi que la coopération entre toutes les organisations nationales et internationales impliquées dans les actions et la réflexion sur l'utilisation durable et la conservation des ressources biologiques et des écosystèmes forestiers.

Article 2 :

Pour la mise en œuvre des engagements ci-dessus, les Etats s'obligent à :

- financer les actions relatives à la gestion durable des écosystèmes forestiers et de l'environnement,
- développer le partenariat avec la communauté internationale, dans le but de mobiliser des ressources nécessaires pour le financement des engagements visés à l'article 1 du présent Traité.
- œuvrer ensemble pour obtenir l'éligibilité des programmes et actions initiés par les Etats membres du Traité à divers mécanismes de financement novateurs.

TITRE II : DES MEMBRES

Article 3 :

Sont Parties au présent Traité, les Etats d'Afrique Centrale ci-après :

- la République du Burundi,
- la République du Cameroun ;
- la République Centrafricaine ;
- la République du Congo ;
- la République Démocratique du Congo ;
- la République Gabonaise ;
- la République de Guinée Equatoriale ;
- la République du Rwanda ;
- la République de Sao Tomé et Príncipe ;
- la République du Tchad.

Article 4 :

Peut également devenir membre du présent Traité, tout autre Etat d'Afrique Centrale qui y adhère conformément aux modalités prévues à l'article 25 dessous.

TITRE III : DE LA MISE EN ŒUVRE

Article 5 :

Pour la mise en œuvre du présent Traité, il est créé une organisation internationale sous-régionale dénommée « COMMISSION DES FORETS D'AFRIQUE CENTRALE », en abrégé "COMIFAC".

La COMIFAC est une organisation chargée de l'orientation, de l'harmonisation et du suivi des politiques forestières et environnementales en Afrique Centrale.

❖ CHAPITRE I : DU SIEGE, DE LA DUREE ET DES ORGANES

Article 6 :

Le siège de la COMIFAC est fixé à Yaoundé, République du Cameroun. Toutefois, il peut être transféré dans un autre pays membre sur décision du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

La durée de la COMIFAC est illimitée.

Les organes de la COMIFAC sont :

- le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- le Conseil des Ministres ;
- le Secrétariat Exécutif.

❖ CHAPITRE II : DU SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT

Article 7 :

Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement est composé des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats Membres de la COMIFAC ou leurs représentants.

Le Sommet arrête les orientations de l'Organisation pour la mise en œuvre des engagements tels que définis à l'article 1 du Titre I du présent Traité.

Article 8 :

Le Sommet définit à l'article 7 ci-dessus se tient à la demande des Chefs d'Etat et de Gouvernement ou à celle du Conseil des Ministres.

Ses décisions sont prises par consensus. A défaut, elles le sont à la majorité simple des membres.

Les réunions du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement se tiennent à huis clos.

❖ CHAPITRE III : DU CONSEIL DES MINISTRES

Article 9 :

Le Conseil des Ministres est composé des Ministres en charge des Forêts et/ou de l'Environnement de chaque Etat Membre de la COMIFAC.

Article 10 :

Le Conseil des Ministres est l'organe de décision, de coordination et de contrôle de la mise en œuvre des politiques en matière de gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale.

A ce titre, il est chargé notamment de :

- veiller à l'exécution des orientations prises par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- proposer le lieu, la date ainsi que l'ordre du jour du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
- nommer et révoquer les membres du Secrétariat Exécutif ;
- orienter et évaluer l'action du Secrétariat Exécutif ;
- examiner et adopter le budget du Secrétariat Exécutif ;
- approuver et faire auditer les comptes ;
- approuver la rémunération des différentes catégories de personnel ;
- exercer conjointement avec le Secrétariat Exécutif, le pouvoir disciplinaire.

Article 11 :

Le Conseil des Ministres se tient en session ordinaire tous les deux ans.

Les sessions ordinaires ont lieu dans chaque Etat Membre, de manière rotative et par ordre alphabétique de la langue française.

Chaque session fixe l'ordre du jour du prochain Conseil.

Des sessions extraordinaires peuvent être convoquées par le Président en exercice, à la demande des 2/3 des Etats Membres.

La tenue de tout Conseil des Ministres doit requérir un quorum de 2/3 des Etats Membres. A défaut, une nouvelle session se tient, sans aucune exigence de quorum, à une date ultérieure.

Les décisions du Conseil des Ministres sont prises par consensus. A défaut, elles le sont à la majorité simple des Membres.

Le Conseil des Ministres se tient à huis clos.

Il peut faire appel à toute personne à raison de ses compétences pour apporter un éclairage sur une question précise portée à l'ordre du jour.

Article 12 :

Le Président en exercice du Conseil des Ministres est le Ministre en charge des Forêts du pays assurant la Présidence de la COMIFAC. Le mandat du Président est de deux ans.

Le Président en exercice :

- convoque les sessions du Conseil des Ministres,
- dirige les débats du Conseil ;
- veille à l'exécution des décisions et recommandations du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et de celles du Conseil des Ministres ;

- représente le Conseil des Ministres pendant l'intersession et agit en concertation avec les autres Ministres en charge des Forêts et/ou de l'Environnement ;
- coordonne la préparation des sessions du Conseil des Ministres.

❖ CHAPITRE IV : DU SECRETARIAT EXECUTIF

Article 13 :

Le Secrétariat Exécutif est composé d'un Secrétaire Exécutif, d'un Secrétaire Exécutif Adjoint - Coordonnateur Technique et d'un Directeur Administratif et Financier.

Le Secrétaire Exécutif, le Secrétaire Exécutif Adjoint - Coordonnateur Technique, le Directeur Administratif et Financier, sont nommés par le Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre en charge des Forêts et/ou de l'Environnement du pays dont est issu chaque candidat.

La désignation du Secrétaire Exécutif Adjoint - Coordonnateur Technique et du Directeur Administratif et Financier intervient après réception par le Secrétariat Exécutif de trois candidatures envoyées par le Ministre en charge des Forêts et/ou de l'Environnement du pays dont est issu chaque candidat.

Le Conseil des Ministres peut décider de la création d'autres postes statutaires, pour renforcer les capacités du Secrétariat Exécutif.

La durée de leur mandat est fixée à 4 ans, renouvelable une seule fois.

Toutefois, en cas de manquements dûment constatés, le Conseil des Ministres peut mettre fin avant terme aux fonctions de l'un ou l'autre membre du Secrétariat Exécutif.

En vue d'assurer à la base le suivi-évaluation de la mise en œuvre du présent Traité, le Secrétariat Exécutif dispose d'un Forum sous-régional et des Fora nationaux qui regroupent, à ces différentes échelles, les ONG, les Administrations, les Partenaires au Développement, les Bailleurs de fonds, le Secteur Privé, la Société Civile et les Parlementaires.

Le règlement intérieur de la COMIFAC précisera l'organisation et le fonctionnement de ces fora.

Afin de renforcer sa capacité de travail, le Secrétariat Exécutif peut faire appel à des consultants et à des partenaires, à travers des protocoles d'entente. La conclusion de ces protocoles d'entente est subordonnée à l'accord préalable du Président en exercice du Conseil des Ministres.

Article 14 :

Le Secrétariat Exécutif est l'organe d'exécution de la COMIFAC. A ce titre, il a pour missions :

- d'assurer la coordination de la mise en œuvre des activités de la COMIFAC,
- d'appliquer les décisions du Conseil des Ministres.

Article 15 :

Le Secrétaire Exécutif est chargé de :

- représenter la COMIFAC dans tous les actes de la vie civile,
- coordonner l'exécution des activités du Secrétariat Exécutif ;
- assurer la promotion de la COMIFAC sur la scène internationale ;
- superviser et coordonner toutes les activités se rapportant à l'organisation des travaux du Conseil des Ministres ;
- participer avec voix consultative aux travaux du Conseil des Ministres. Il en est le rapporteur ;
- préparer l'ordre du jour du Conseil des Ministres, en concertation avec le Président en exercice ;
- élaborer les programmes, les projets de budget et les comptes à soumettre au Conseil des Ministres.

Article 16 :

Le Secrétaire Exécutif Adjoint est le coordonnateur technique du Secrétariat Exécutif.

A ce titre, il est notamment chargé de :

- exécuter, superviser et coordonner le travail technique du Secrétariat Exécutif,
- élaborer les termes de référence pour les études et le recrutement des experts ;
- élaborer le programme de travail annuel (PTA) ;
- élaborer les rapports techniques du Secrétariat Exécutif, en assurer la qualité et la régularité.

Il assure l'intérim du Secrétaire Exécutif en cas d'absence.

Article 17 :

Le Directeur Administratif et Financier assure, sous l'autorité du Secrétaire Exécutif, la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de la COMIFAC.

TITRE IV : DES RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET DES PROTOCOLES D'ACCORD**Article 18 :**

Des conventions de collaboration peuvent être conclues entre la COMIFAC et d'autres Organisations Régionales ou Sous-Régionales dans le cadre de l'accomplissement de ses missions.

Il s'agit notamment de:

- l'Organisation pour la Conservation de la Faune Sauvage en Afrique (OCFSA), pour la biodiversité et la lutte anti-braconnage transfrontalière,
- l'Agence internationale pour le Développement de l'Information Environnementale (ADIE), pour la gestion de l'information environnementale de la sous-région et sa diffusion auprès de l'ensemble des partenaires ;
- la Conférence sur les Ecosystèmes des Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC), pour la gestion des processus de concertation au sein du Forum Sous-Régional et des Fora Nationaux et de leurs commissions spécialisées ;
- l'Organisation Africaine du Bois (OAB), en particulier sur les questions d'économie forestière, de certification et de commerce des produits forestiers ;
- le Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC).

Article 19 :

Des Protocoles ou Accords peuvent être conclus en vertu du présent Traité avec d'autres organisations internationales.

Les Accords conclus antérieurement au présent Traité par des Etats Parties dans le cadre de la mise en œuvre de la « Déclaration de Yaoundé » du 17 mars 1999 sont réputés valides et considérés comme Accords au sens de l'alinéa premier du présent article.

TITRE VI : DES RESSOURCES ET DE LA GESTION FINANCIERE
--

❖ **CHAPITRE I : DES RESSOURCES**

Article 20 :

Le financement de la COMIFAC est assuré par une contribution obligatoire des Etats Membres selon un principe égalitaire ou conformément à un mécanisme de financement indexé sur un taux appliqué à la somme des recettes réalisées sur les produits forestiers et fauniques exportés.

Toutefois, la COMIFAC peut rechercher des financements additionnels, notamment auprès des partenaires au développement.

Le montant de la contribution annuelle obligatoire des Etats est fixé par le Conseil des Ministres, sur proposition budgétaire préparée par le Secrétariat Exécutif.

Tout Etat qui ne remplit pas ses obligations financières perd son droit de vote ainsi que tout appui de l'Organisation, jusqu'à régularisation.

La COMIFAC est habilitée à recevoir des dons et legs.

La COMIFAC est ouverte à tout autre mode de financement susceptible d'accroître ses ressources sans porter atteinte à ses objectifs.

Article 21 :

Le financement des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement et du Conseil des Ministres est assuré conjointement par le pays hôte et la COMIFAC.

Article 22 :

Le financement du Secrétariat Exécutif est assuré par la COMIFAC.

❖ CHAPITRE II : DE LA GESTION FINANCIERE

Article 23 :

Les procédures de gestion financière seront fixées par le règlement intérieur qui sera élaboré par le Secrétariat Exécutif et soumis, pour approbation, au Conseil des Ministres.

Article 24 :

Un audit comptable et financier est réalisé chaque année par un cabinet d'expertise comptable agréé et indépendant, choisi par le Conseil des Ministres sur proposition de son Président, à la suite d'une procédure de sélection.

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 25 :

Le présent Traité est soumis à la ratification, à l'acceptation ou l'approbation des Etats Parties suivant leurs procédures nationales respectives.

Il est ouvert à l'adhésion d'autres Etats, à partir de la date à laquelle il cesse de l'être à la signature des Etats Parties originaires.

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 26 :

Le présent Traité entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt du sixième instrument de ratification, d'adoption ou d'approbation selon le cas ou d'adhésion.

Article 27 :

Les langues de travail de la COMIFAC sont le Français, l'Anglais, l'Espagnol et le Portugais.

L'original du présent Traité sera déposé, auprès du Secrétariat Exécutif qui en est le dépositaire.

Le Secrétariat Exécutif notifiera aux Etats Membres, les dates de dépôt, des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion et fera enregistrer le présent Traité auprès de l'Union Africaine et auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Article 28 :

Toute Partie contractante peut proposer des amendements au présent Traité. Les amendements sont adoptés à l'unanimité ou par consensus par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Les propositions d'amendements sont déposées par écrit au Secrétariat Exécutif qui les transmet aux autres parties.

Article 29 :

La COMIFAC jouit, sur le territoire de chacun des Etats Membres, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour atteindre ses objectifs.

Les représentants des Etats Membres et les fonctionnaires de la COMIFAC jouissent des privilèges et immunités reconnus aux organisations internationales à caractère technique, conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques.

Article 30 :

Les membres du Secrétariat Exécutif doivent s'abstenir de toute activité incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ils ne pourront solliciter ou recevoir des instructions d'aucun Gouvernement.

Ils sont soumis à l'obligation de réserve et sont tenus au secret professionnel.

Article 31 :

En cas de différend entre Parties contractantes touchant à l'interprétation ou à l'application du présent Traité, les Parties concernées recherchent une solution par voie de négociation.

Si les Parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices ou à la médiation d'une tierce partie.

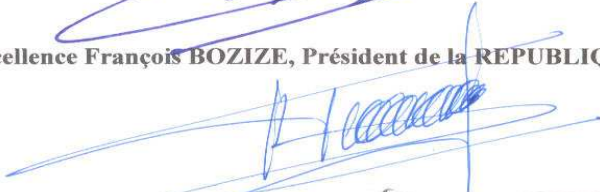
Fait à Brazzaville, le 05 février 2005

Ont signé :

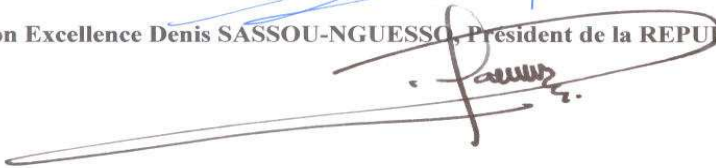
Son Excellence Paul BIYA, Président de la REPUBLIQUE DU CAMEROUN



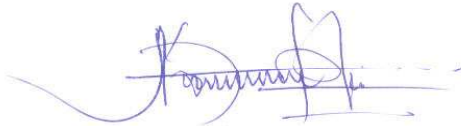
Son Excellence François BOZIZE, Président de la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



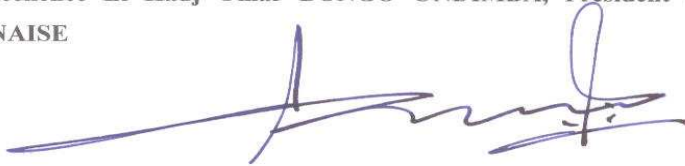
Son Excellence Denis SASSOU-NGUESSO, Président de la REPUBLIQUE DU CONGO



Son Excellence Joseph KABILA, Président de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Son Excellence El Hadj Omar BONGO ONDIMBA, Président de la REPUBLIQUE GABONAISE



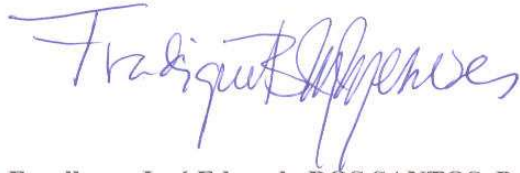
Son Excellence OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE



Son Excellence Idriss DEBY, Président de la REPUBLIQUE DU TCHAD

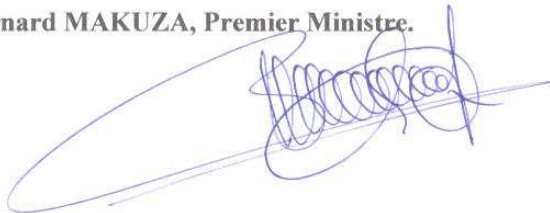


**Son Excellence Fradique BANDEIRA MELO DE MENEZES, Président de la République
Démocratique de SAO TOME ET PRINCIPE.**

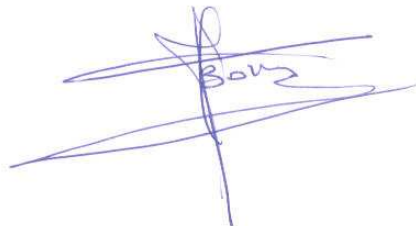


**Pour Son Excellence José Eduardo DOS SANTOS, Président de la République d'ANGOLA.
Monsieur Fernando da Piedade DIAS DOS SANTOS, Premier Ministre.**

**Pour Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République du RWANDA, Monsieur
Bernard MAKUZA, Premier Ministre.**



**Pour Son Excellence Domitien NDAYIZEYE, Président de la République du BURUNDI.
Monsieur l'Ambassadeur Albert MBONERANE, Ministre de l'Aménagement du
Territoire, de l'Environnement et du Tourisme.**



ENGLISH VERSION

TREATY

**ON THE CONSERVATION AND SUSTAINABLE MANAGEMENT
OF FOREST ECOSYSTEMS IN CENTRAL AFRICA AND TO
ESTABLISH THE CENTRAL AFRICAN FORESTS COMMISSION
(COMIFAC)**

PREFACE

The past decade was marked by profound policy and institutional changes relating to environmental problems at the national, regional and international levels. Consequently, the June 1992 Rio Earth Summit saw the coming into being of many international conventions on environmental protection and biodiversity conservation. Additionally, an international debate on forests was established, thus enabling the various regions of the world to become aware of the stakes and especially threats to the tropical forest ecosystems.

Conscious of their major responsibility with respect to mankind, Central African heads of State came together on March 17, 1999 in Yaoundé – Cameroon during the first ever summit on the conservation and sustainable management of the Congo Basin forests. At the end of this Summit, the heads of State signed a declaration known as the “Yaoundé Declaration” officially proclaiming their attachment to the principle of biodiversity conservation and the sustainable management of the forest ecosystems of Central Africa, as well as the right of their people to rely on forest resources for their economic and social development.

To concretise the commitments enshrined in the Yaounde Declaration, the Conference of Ministers in charge of Forests in Central Africa (COMIFAC) was established in December 2000 as a sub-regional reference body for the harmonisation of forest and environmental policies in Central Africa. COMIFAC directs, coordinates and makes decisions on sub-regional initiatives and actions pertaining to the conservation and sustainable management of forest ecosystems in Central Africa.

In order to acquire an internationally recognised legal status, COMIFAC member States decided to set up a Treaty to govern and consolidate sub-regional cooperation in the area of forest and environment.

Signed by the heads of State and government of ten countries of Central Africa during their second summit (the Brazzaville Forest Summit) held on February 2005, in Brazzaville (Republic of Congo), this Treaty established the Central African Forestry Commission (COMIFAC).

THE STATE PARTIES

- the Central African Republic;
- the Democratic Republic of Congo;
- the Republic of Burundi;
- the Republic of Cameroon;
- the Republic of Chad;
- the Republic of Congo;
- the Republic of Equatorial Guinea;
- the Republic of Gabon;
- the Republic of Rwanda;
- the Republic of Sao Tome and Principe;

Considering the 1986 Vienna Convention on the Law of Treaties between States and International Organizations or between International Organizations;

Considering the June 1992 Rio de Janeiro Declaration on all the types of forests and Chapter 11 of Agenda 21:

Considering the United Nations Convention on Biological Diversity;

Considering the United Nations Convention on Desertification;

Considering the United Nations Convention on Climate Change;

Considering the Declaration of the Heads of State of Central Africa of March 17, 1999 on the conservation and sustainable management of tropical forests, known as the "Yaounde Declaration", the basis of this Treaty and wherein the Heads of State declare:

- their attachment to the principle of biodiversity conservation and sustainable management of forest ecosystems in Central Africa;
- the right of their peoples to rely on forest resources to support their economic and social development efforts;
- their long-standing support for the need to reconcile economic and social development requirements with biological diversity conservation within the framework of sub-regional and international co-operation;
- their interest in the establishment by the international community, which is today increasingly aware of the ecological role of forests, of an international mechanism for the

financing of a trust fund to lend sustainable support to the countries of the sub-region in their efforts to manage, conserve and conduct research on forest ecosystems;

- their support to and solidarity with the Sahelian countries of Central Africa in controlling desertification;

Considering Resolution No. 54/214 of 1 February 2000 of the 54th session of the United Nations General Assembly taking note of the Declaration of the Heads of State of Central Africa, known as the “Yaounde Declaration”;

Considering the by-laws of the Conference of Ministers in charge of Forests in Central Africa (COMIFAC) adopted in Yaounde on June 28, 2002;

Aware of the need to build reliable and sustainable sub-regional co-operation bases in forest conservation and sustainable management;

Agree as follows:

PART I: COMMITMENTS

Article 1:

The State Parties to this Treaty undertake, within the purview of the conservation and sustainable management of forest ecosystems of Central Africa, to:

- include the conservation and sustainable management of forests as well as the management of the environment in national priorities;
- adopt harmonised national forestry policies and speed up the putting in place of management instruments, notably internationally recognized certification systems approved by Central African States and develop requisite human resources for their implementation;
- adopt measures aimed at putting forest conservation and sustainable management actions in line with development programmes of other sectors, notably, reforestation, transport and agriculture;
- put in place, within each State Party, sustainable forest sector development financing mechanisms from revenue generated by forestry activities and international cooperation;
- encourage Governments to implement the priority actions of the Convergence Plan, namely: identification of priority conservation areas, creation of new protected areas; formulation and implementation of protected area management plans; ownership by States of the processes begun in the pilot programmes;
- develop an appropriate forestry taxation system and attendant implementation measures to sustainably support forest conservation, sustainable management and research efforts;

- speed up the process of creating transborder protected areas between Central African states and urge neighbouring countries to participate in the process by enhancing the management of the existing protected areas;
- step up efforts to increase the rapid participation of rural populations in the planning and sustainable management of ecosystems and allot adequate areas for their socio-economic development;
- strive to further involve business operators in the sustainable management and conservation of forest ecosystems;
- adopt concerted actions to stop poaching and uncontrolled logging in the sub-region, in conjunction with all stakeholders, notably business operators and local communities;
- promote and speed up industrialisation in the sector and establish appropriate national mechanisms for private sector financing with a view to maximising added value and creating new and better jobs without compromising sustainable management of forest resources;
- strive for the standardization of documents required for the circulation of forest and wildlife products;
- promote the organization of national and sub-regional experience sharing fora;
- foster networking among relevant forest research and development institutions;
- strengthen coordination and cooperation between all the national and international organizations involved in actions and reflections on the sustainable use and conservation of biological resources and forest ecosystems.

Article 2:

For the implementation of the above commitments, the States undertake to:

- finance actions relating to sustainable forest and environmental management;
- develop partnership with the international community to mobilize requisite resources to finance the commitments set out in Article 1 of this Treaty.
- work collectively to secure the eligibility of programmes and actions initiated by the Member States to the Treaty to different new funding mechanisms.

PART II: MEMBERSHIP

Article 3:

The following Central African States shall be States Parties to this Treaty:

- the Central African Republic;
- the Democratic Republic of Congo;

- the Republic of Burundi;
- the Republic of Cameroon;
- the Republic of Chad;
- the Republic of Congo;
- the Republic of Equatorial Guinea;
- the Republic of Gabon;
- the Republic of Rwanda;
- the Republic of Sao Tome and Principe.

Article 4:

Membership is also open to any other Central African State which adheres to this Treaty in compliance with the provisions of Article 25.

PART III: IMPLEMENTATION

Article 5:

A sub-regional international organization called "Central African Forests Commission" abbreviated COMIFAC is hereby established to implement this Treaty.

COMIFAC is an organization responsible for directing, harmonizing and monitoring forest and environmental policies in Central Africa.

❖ CHAPTER I: HEADQUARTERS, DURATION AND ORGANS

Article 6 :

The Headquarters of COMIFAC shall be Yaounde. However, it may be transferred to another Member State upon the decision of the Summit of Heads of State and Government.

COMIFAC is established for an unlimited period.

COMIFAC shall have the following organs:

- the Summit of Heads of State and Government;
- the Council of Ministers;
- the Executive Secretariat.

❖ CHAPTER II: SUMMIT OF HEADS OF STATE AND GOVERNMENT

Article 7 :

The Summit of Heads of State and Government shall comprise Heads of State and Government of COMIFAC Member States or their representatives.

The Summit shall adopt the Organization's guidelines for the implementation of the commitments set out in Article 1 Part I of this Treaty.

Article 8 :

The Summit referred to in Article 7 shall hold at the behest of Heads of State and Government or at the request of the Council of Ministers. Its decisions shall be made by consensus. Otherwise, decisions shall be taken by a simple majority of members.

Meetings of the Summit of Heads of State and Government shall be held in camera.

❖ CHAPTER III: THE COUNCIL OF MINISTERS

Article 9 :

The Council of Ministers shall comprise Ministers in charge of forests and/or the environment of each COMIFAC Member State.

Article 10:

The Council of Ministers shall be the organ responsible for decision-making, coordination and control of the implementation of policies on the sustainable management of Forest Ecosystems of Central Africa.

In this respect, it shall:

- ensure the implementation of measures taken by the Summit of Heads of State and Government;
- propose the venue, date and agenda of the Summit of Heads of State and Government;
- appoint and dismiss members of the Executive Secretariat;
- direct and appraise the work of the Executive Secretariat;
- examine and adopt the budget of the Executive Secretariat;
- approve and audit accounts;
- approve the remuneration of the various staff categories;
- ensure discipline in conjunction with the Executive Secretariat.

Article 11 :

The Council of Ministers shall meet in ordinary session once every two years.

Ordinary sessions shall hold in every Member State on a rotational basis according to French alphabetical order.

The agenda of the next Council of Ministers meeting shall be prepared during every session.

Extraordinary sessions may be convened by the Chairperson at the request of 2/3 of the Member States.

The Council of Ministers may validly conduct business only when 2/3 of its members are present. Otherwise, a new session shall be convened subsequently regardless of a quorum.

Decisions of the Council of Ministers shall be taken by consensus. Otherwise, they shall be taken by a simple majority of members.

The Council of Ministers shall meet in camera.

It may invite any person on account of their expertise to shed light on a specific agenda item.

Article 12 :

The Chairperson of the Council of Ministers shall be the Minister in charge of forests of the country chairing COMIFAC. The Chairperson shall have a two-year term of office.

The Chairperson shall:

- convene meetings of the Council of Ministers;
- direct deliberations of the Council;
- ensure the implementation of decisions and recommendations of the Summit of Heads of State and Government and of the Council of Ministers;
- represent the Council of Ministers in-between sessions and act in consultation with other Ministers in charge of forests and/or the environment;
- coordinate the preparation of meetings of the Council of Ministers.

❖ CHAPTER IV: EXECUTIVE SECRETARIAT

Article 13 :

The Executive Secretariat shall comprise an Executive Secretary, a Deputy Executive Secretary – Technical Coordinator and a Director of Administration and Finance.

The Executive Secretary, the Deputy Executive Secretary – Technical Coordinator and the Director of Administration and Finance shall be appointed by the Council of Ministers on the proposal of the Minister in charge of forests and/or the environment of the country of origin of each candidate.

The Deputy Executive Secretary – Technical Coordinator and the Director of Administration and Finance shall be appointed upon reception by the Executive Secretariat of three applications sent by Minister in charge of forests and/or the environment of the country of origin of each candidate.

The Council of Ministers may decide to create other statutory positions to strengthen the capacities of the Executive Secretariat.

The duration of their mandate shall be 4 years renewable once.

However, in the event of duly established incompetence, the Council of Ministers may prematurely terminate the duties of any member of the Executive Secretariat.

In an effort to involve the grassroots in monitoring and evaluating the implementation of this Treaty, the Executive Secretariat shall have a sub-regional Forum and national fora gathering NGOs, government services, development partners, donors, private sector, civil society and Members of Parliament at the various levels.

The rules of procedure of COMIFAC shall spell out the organization and functioning of these fora. To strengthen operational capacity, the Executive Secretariat may have recourse to consultants and partners through memoranda of understanding. The establishment of such memoranda shall be subject to the prior approval of the Chairperson of the Council of Ministers.

Article 14:

The Executive Secretariat is the implementing organ of COMIFAC. In this respect, it shall perform the following duties:

- coordinate the implementation of COMIFAC activities;
- implement decisions of the Council of Ministers.

Article 15 :

The Executive Secretary shall:

- represent COMIFAC in all civil matters;
- coordinate the implementation of the activities of the Executive Secretariat;
- ensure the promotion of COMIFAC at the international level;
- supervise and coordinate all activities concerning the organization of meetings of the Council of Ministers;
- attend meetings of the Council of Ministers in an advisory capacity. He shall be the rapporteur;
- prepare the agenda of meetings of the Council of Ministers in consultation with the Chairperson;
- implement decisions of the Council of Ministers;
- prepare programmes, draft budgets and accounts for consideration by the Council of Ministers.

Article 16 :

The Deputy Executive Secretary shall be the Technical Coordinator of the Executive Secretariat. In this respect, he shall:

- implement, supervise and coordinate technical work of the Executive Secretariat;
- prepare terms of reference for studies and recruitment of experts;
- prepare the annual programme of activities;

- prepare technical reports of the Executive Secretariat and ensure the quality and regularity thereof.

He shall deputize for the Executive Secretary in his absence.

Article 17 :

Under the authority of the Executive Secretary, the Director of Administration and Finance shall manage the human, material and financial resources of COMIFAC.

**PART IV: RELATIONS WITH OTHER ORGANIZATIONS AND
MEMORANDA OF UNDERSTANDING**

Article 18 :

COMIFAC may establish partnership agreements with other regional or sub-regional organizations for the performance of its missions.

Such regional or sub-regional organizations shall include:

- the Organization for the Conservation of Wildlife in Africa (OCFSA), for biodiversity conservation and transborder poaching control;
- the International Agency for the Development of Environmental Information (ADIE), for sub-regional environmental information management and dissemination to all partners;
- the Conference on Humid Forests Ecosystems of Central Africa (CEFDHAC), for the management of consultation processes within the Sub-Regional Forum, National Fora and their specialized committees;
- the African Timber Organization (ATO), in specific issues on the forest economics, certification and trade in forest products;
- the Network of Central African Protected Areas (RAPAC).

Article 19 :

COMIFAC may establish Protocols or Agreements with other international organizations under the terms of this Treaty.

Agreements signed before this Treaty by State parties under the implementation of the "Yaounde Declaration" of March 17, 1999 shall stand and considered as Agreements within the meaning of subparagraph one of this article.

PART VI: RESSOURCES AND FINANCIAL MANAGEMENT

❖ CHAPTER I: RESOURCES

Article 20 :

COMIFAC shall be financed through mandatory contributions from Member States on an egalitarian basis or according to financing arrangements based on a rate levied on total revenue derived from exports of forest and wildlife products.

However, COMIFAC may mobilize additional funds, notably from development partners.

The amount of the mandatory annual contribution of Member States shall be determined by the Council of Ministers based on a budgetary proposal prepared by the Executive Secretariat.

Any State which does not fulfil its financial obligations shall be disenfranchised and cease to receive support from the Organization, until the fulfilment of such obligations.

COMIFAC may receive gifts and legacies.

COMIFAC shall welcome any other funding option that may boost its resources to the extent that it does not jeopardize its objectives.

Article 21 :

Summits of Heads of State and Government and Councils of Ministers shall be jointly funded by the host country and COMIFAC.

Article 22 :

The Executive Secretariat shall be funded by COMIFAC.

❖ CHAPTER II: FINANCIAL MANAGEMENT

Article 23:

The procedures of financial management shall be defined by the rules of procedures which shall be drawn up by the Executive Secretariat and submitted to the Council of Ministers for approval.

Article 24:

The accounts shall be audited every year by a licensed and independent accounting firm selected by the Council of Ministers, on the proposal of the Chairperson, through a selection procedure.

PART VII: MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 25 :

This Treaty shall be ratified, accepted or approved by Member States in accordance with their respective national procedures.

It shall be open for accession to other States as from the date of the signing of this Treaty by the last originating Member State.

The instruments of ratification, acceptance or accession shall be deposited with the Depository.

Article 26 :

This Treaty shall enter into force on the thirtieth day following the deposit of the fourth instrument of ratification, adoption or accession.

Article 27:

The working languages of COMIFAC shall be French , English, Spanish and Portuguese.

The original of this Treaty shall be deposited with the Executive Secretariat of COMIFAC, which shall be the Depository.

The Executive Secretariat shall notify Member States of the dates of deposit of the instruments of ratification, acceptance or approval and shall register this Treaty with the African Union and United Nations.

Article 28:

Any Contracting party may propose amendments to this Treaty. The Summit of Heads of State and Government shall adopt such amendments unanimously or by consensus.

Proposals for amendment shall be written and sent to the Executive Secretariat which shall forward such to the other parties.

Article 29:

COMIFAC shall enjoy, on the territory of each Member State, the legal status, privileges and immunities necessary for the achievement of its objectives.

The representatives of Member States and COMIFAC staff shall enjoy the privileges and immunities accorded to the international organizations in technical matters in accordance with the provisions of the Vienna Convention on Diplomatic Relations.

Article 30:

Members of the Executive Secretariat shall abstain from any activity that is incompatible with their status of international civil servants.

In the exercise of their duties, they shall not request or receive instructions from any Government.

They shall be bound by the rules of discretion and professional secrecy.

Article 31 :

In the event of disagreement between contracting parties with respect to the interpretation or application of this Treaty, the parties concerned shall resolve such through negotiation.

Where the parties concerned fail to reach an agreement by way of negotiation, they may jointly call upon the good offices or the mediation of a third party.

Done at Brazzaville on 5 February 2005

Ont signé :

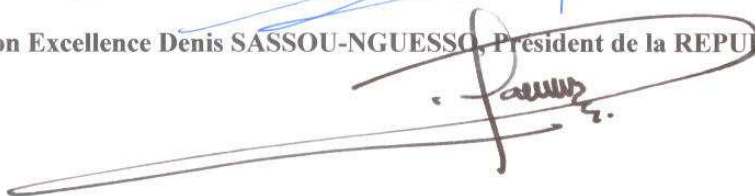
Son Excellence Paul BIYA, Président de la REPUBLIQUE DU CAMEROUN



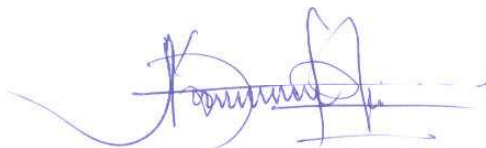
Son Excellence François BOZIZE, Président de la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



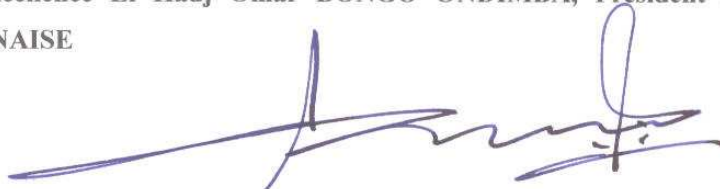
Son Excellence Denis SASSOU-NGUESSO, Président de la REPUBLIQUE DU CONGO



Son Excellence Joseph KABILA, Président de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Son Excellence El Hadj Omar BONGO ONDIMBA, Président de la REPUBLIQUE GABONAISE




Son Excellence OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE



Son Excellence Idriss DEBY, Président de la REPUBLIQUE DU TCHAD

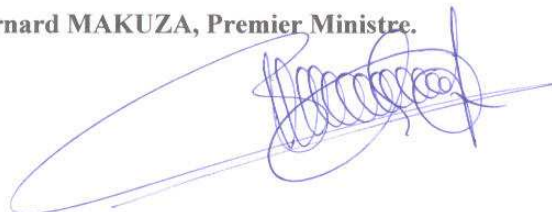


**Son Excellence Fradique BANDEIRA MELO DE MENEZES, Président de la République
Démocratique de SAO TOME ET PRINCIPE.**

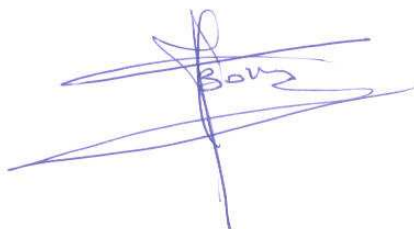


**Pour Son Excellence José Eduardo DOS SANTOS, Président de la République d'ANGOLA.
Monsieur Fernando da Piedade DIAS DOS SANTOS, Premier Ministre.**

**Pour Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République du RWANDA, Monsieur
Bernard MAKUZA, Premier Ministre.**



**Pour Son Excellence Domitien NDAYIZEYE, Président de la République du BURUNDI.
Monsieur l'Ambassadeur Albert MBONERANE, Ministre de l'Aménagement du
Territoire, de l'Environnement et du Tourisme.**



VERSIÓN ESPAÑOLA

TRATADO

**SOBRE LA CONSERVACION Y LA ADMINISTRACION DURADERA
DE LOS ECOSISTEMAS FORESTALES DEL ÁFRICA CENTRAL E
INSTITUYENDO LA COMISION DE LOS BOSQUES DEL ÁFRICA
CENTRAL (COMIFAC)**

PRÓLOGO

El decenio pasado fue marcado por profundos trastornos en el terreno de las políticas y de los marcos institucionales internacionales, regionales y nacionales relativos a la problemática medio ambiental. Así es como al fin de la Cumbre Mundial sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo celebrada en Río en junio de 1992, fueron firmados muchos convenios internacionales sobre la protección del medio ambiente y la conservación de la biodiversidad. Se instauró también un debate internacional sobre las selvas, lo que permitió a las diferentes regiones del mundo tomar conciencia de lo que estaba en juego y sobre todo de los peligros que amenazaban los ecosistemas forestales tropicales.

Es pues con conciencia de su responsabilidad mayor para con la humanidad que los jefes de estado del África central se movilizaron el 17 de marzo de 1999 en Yaúnde (Camerún) durante su primera Cumbre sobre la conservación y el manejo sostenible de las selvas tropicales. Al fin de dicha Cumbre, los jefes de Estado firmaron una declaración llamada « Declaración de Yaúnde » que proclamaba solemnemente su apego al principio de conservación de la biodiversidad y del manejo sostenible de los ecosistemas forestales, así como el derecho de los pueblos de contar con los recursos forestales para apoyar sus esfuerzos de desarrollo económico y social.

Para concretar los compromisos contenidos en la « Declaración de Yaúnde », se creó en diciembre de 2000 la Conferencia de los Ministros encargados de las selvas en el África Central en resumen « COMIFAC ». La COMIFAC es por esto, la institución subregional de referencia en materia de armonización de las políticas forestales y decisiones sobre las acciones e iniciativas subregionales en el terreno de la conservación y manejo sostenible de los ecosistemas forestales.

Con miras a dotarse con un marco jurídico reconocido internacionalmente, los Estados Miembros decidieron establecer un Tratado que rigiera y consolidara la cooperación subregional en materia de selvas y medio ambiente.

Este Tratado firmado por los jefes de Estado y de Gobierno de diez países del África Central durante su segunda Cumbre celebrada el 5 de febrero de 2005 en Brazzaville (República de Congo), instituyó la Comisión de las Selvas del África Central (COMIFAC).

Publicado por la Secretaría Ejecutiva de la Comisión de las Selvas del África central.

Preámbulo

El decenio pasado fue marcado por profundos trastornos en las políticas y en los marcos institucionales a nivel internacional, regional y nacional en relación con la problemática ambiental. Por eso, a final de la Cumbre Mundial sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo celebrada en Río en junio de 1992, se establecerán varios convenios internacionales sobre la protección del medio ambiente y la conservación de la biodiversidad. Se entabla también un debate internacional sobre los bosques que permite a las diferentes regiones del mundo tomar conciencia de los asuntos centrales y sobre todo de las amenazas sobre los ecosistemas forestales tropicales.

Siendo concientes de su responsabilidad mayor ante la humanidad, los Jefes de Estado del África Central se movilizaron el 17 de marzo de 1999 en Yaúnde (Camerún) durante la Primera Cumbre sobre la conservación y la administración duradera de los bosques tropicales. Al final de dicha Cumbre, los Jefes de Estado firmaron una declaración llamada "Declaración de Yaúnde" que proclama solemnemente su apego al principio de conservación de la biodiversidad y de administración duradera de los ecosistemas forestales, así como el derecho de los pueblos a contar con los recursos forestales para apoyar sus esfuerzos de desarrollo económico y social.

Para cumplir con los compromisos suscritos en la "Declaración de Yaúnde", la Conferencia de Ministros encargados de los Bosques del África Central, en anagrama "COMIFAC", fue creada en diciembre de 2000. La COMIFAC es la institución subregional de referencia en materia de armonización de las políticas forestales y ambientales en el África Central. Orienta, coordina y toma decisiones relativas a las acciones e iniciativas subregionales en el dominio de la conservación y de la administración duradera de los ecosistemas forestales. Durante el segundo Consejo de Ministros extraordinario celebrado en septiembre de 2004 en Libreville (Gabón), la apelación de la COMIFAC fue revisada y se cambió por "Comisión de los Bosques del África Central" con el fin de reforzar más sus órganos.

Para conseguir un marco jurídico reconocido a nivel internacional, los Estados miembros han decidido establecer un Tratado que gobernara y consolidara la cooperación subregional en materia de bosques y de medio ambiente.

Pues, el presente Tratado fue firmado por los Jefes de Estado y de Gobierno de diez países del África Central durante la segunda Cumbre celebrada el 05 de febrero de 2005 en Brazzaville (República de Congo).

LOS ESTADOS FIRMANTES

- la República de Burundi,
- la República de Camerún,
- la República Centroafricana,
- la República de Congo,
- la República Democrática del Congo,
- la República Gabonesa,
- la República de Guinea Ecuatorial,
- la República de Rwanda,
- la República de Santo Tome y Príncipe,
- la República de Chad;

Visto el Convenio de Viena de 1986 sobre las organizaciones internacionales;

Visto la Declaración de Rio de Janeiro en junio de 1992 sobre los tipos de bosques y la Agenda 21 en su Capítulo 11:

Visto el Convenio de las Naciones Unidas sobre la Diversidad Biológica;

Visto el Convenio de las Naciones Unidas sobre la Lucha contra la Desertificación;

Visto el Convenio de las Naciones Unidas sobre los Cambios Climáticos;

Visto la Declaración de los Jefes de Estado del África Central del 17 de marzo de 1999 sobre la conservación y la administración duradera de los bosques tropicales, llamada “Declaración de YAUNDE”, base del presente Tratado y en la cual los Jefes de Estado proclaman:

- su apego al principio de conservación de la biodiversidad y de administración duradera de los ecosistemas forestales del África Central;
- el derecho de sus pueblos a contar con los recursos forestales para apoyar sus esfuerzos de desarrollo económico y social;
- su tradicional adhesión a la necesidad de conciliar los imperativos de desarrollo económico con la conservación de la diversidad biológica en el **marco** de una cooperación subregional e internacional bien entendida;
- su preocupación para que la comunidad internacional, ahora muy enterrada del papel ecológico de los bosques, crea un mecanismo de financiación de un fondo fiduciario para apoyar de manera sostenible a los países de la subregión en sus esfuerzos de ordenación, de conservación y de investigación sobre los ecosistemas forestales;
- su apoyo y solidaridad con los países sahelianos del África Central en su lucha contra la progresión del desierto;

Visto la Resolución n°54/214 del 1° de enero de 2000 de la Asamblea General de las Naciones Unidas en su 54ª sesión, tomando nota de esta Declaración de los Jefes de Estado del África Central llamada "Declaración de Yaúnde".

Visto los estatutos de la Conferencia de Ministros encargados de los bosques del África Central (COMIFAC) adoptados en Yaúnde el 28 de junio de 2002;

Consciente de la necesidad de sentar bases fiables y duraderas para una cooperación subregional en materia de conservación y de administración de los bosques;

Han convenido lo siguiente:

TITULO I: DE LOS COMPROMISOS

Artículo 1:

Los Estados Partes al presente Tratado se comprometerán, en el marco de la conservación y administración duradera de los ecosistemas forestales del África Central, a:

- incorporar en sus prioridades nacionales la conservación y la administración duradera de los bosques, así como la administración del medio ambiente;
- adoptar políticas nacionales armonizadas en materia de bosques, acelerar el establecimiento de los instrumentos de ordenación, en particular sistemas de certificación reconocidos a nivel internacional, aceptados por los Estados del África Central y desarrollar los recursos humanos para su aplicación;
- establecer medidas encaminadas a conciliar las acciones favorables a la conservación y la administración duradera de los ecosistemas forestales con las políticas de desarrollo en otros sectores, en particular la reforestación, transportes y la agricultura;
- establecer en cada Estado mecanismos sostenibles para financiar el desarrollo del sector forestal a partir de los ingresos generados por la actividad forestal y la cooperación internacional;
- incitar sus Gobiernos a aplicar las acciones prioritarias del Plan de Convergencia, a saber: la identificación de las zonas de conservación prioritarias, la creación de nuevas áreas protegidas, la elaboración y la aplicación de nuevos planes de administración de las áreas protegidas y la apropiación por los Estados de los procesos lanzados en los programas pilotos;
- elaborar una fiscalidad forestal adecuada y medidas de remisión necesarias a su aplicación para apoyar de manera duradera los esfuerzos de conservación, de ordenación sostenible y de investigación sobre los ecosistemas forestales;
- acelerar el proceso de creación de áreas protegidas transfronterizas entre los países del África Central e invitar los países vecinos a integrarse en el proceso, reforzando al mismo tiempo la administración de las áreas protegidas existentes;
- reforzar las acciones encaminadas a acrecentar la participación rápida de las poblaciones rurales en la planificación y la administración duradera de los ecosistemas y reservar bastante espacios para su desarrollo socioeconómico;
- garantizar una mayor implicación de los operadores económicos en el proceso de administración duradera y de conservación de los ecosistemas forestales;
- desarrollar acciones concertadas con el fin de erradicar la caza furtiva y cualquier otra explotación que no sea sostenible en la subregión, asociando al mismo tiempo los contribuyentes, en particular los operadores económicos y las poblaciones;
- promover y acelerar el proceso de industrialización del sector y desarrollar mecanismos adecuados de financiación del sector privado nacional con el fin de maximizar el valor

añadido y crear **nuevos empleos** y valorizadores, garantizando al mismo tiempo el uso sostenible de los recursos en armonía con el potencial forestal;

- favorecer la armonización estandarizada de los documentos relativos a la circulación de los productos forestales y fáunicos;
- promover la organización de foros nacionales y subregionales de intercambio de experiencias;
- favorecer el establecimiento de redes de instituciones pertinentes de investigación y de desarrollo forestal;
- reforzar la coordinación y la cooperación entre todas las organizaciones nacionales e internacionales implicadas en las acciones y la reflexión sobre el uso sostenible y la conservación de los recursos biológicos y de los ecosistemas forestales.

Artículo 2:

Para cumplir con los compromisos precedentes, los Estados tendrán que:

- financiar las acciones relativas a la administración duradera de los ecosistemas forestales y del medio ambiente;
- desarrollar la cooperación con la comunidad internacional con el fin de movilizar los recursos necesarios para financiar los compromisos referidos en el artículo 1 del presente Tratado;
- trabajar juntos para conseguir la elegibilidad del programa iniciado por los Estados miembros al presente Tratado a varios mecanismos de financiación novadores.

TITULO II: DE LOS MIEMBROS

Artículo 3:

Serán Partes al presente Tratado los siguientes Estados del África Central:

- la República de Burundi,
- la República de Camerún,
- la República Centroafricana,
- la República de Congo,
- la República Democrática del Congo,
- la República Gabonesa,
- la República de Guinea Ecuatorial,
- la República de Rwanda,
- la República de Santo Tome y Príncipe,
- la República de Chad;

Artículo 4:

Podrá también ser miembro del presente Tratado cualquier otro Estado del África Central que se adhiera a ello conforme a las modalidades previstas abajo en el artículo 25.

TITULO III: DE LA APLICACIÓN

Artículo 5:

Para que se aplicara el presente Tratado, se creará una organización subregional llamada “Comisión de Bosques del África Central”, en anagrama COMIFAC.

La COMIFAC será encargada de la orientación, la armonización y el seguimiento de las políticas forestales y medio ambientales en el África Central.

❖ CAPÍTULO I: DE LA SEDE, DEL PERÍODO Y DE LOS ÓRGANOS

Artículo 6:

La sede de la COMIFAC se establecerá en Yaúnde, República de Camerún. Sin embargo, se la podrá transferir a cualquier otro país miembro bajo decisión de la Cumbre de los Jefes de Estado y de Gobierno.

El período de la COMIFAC es ilimitado.

Los órganos de la COMIFAC son los siguientes:

- la Cumbre de Jefes de Estado y de Gobierno;
- el Consejo de Ministros;
- la Secretaría Ejecutiva.

❖ CAPÍTULO II: DE LA CUMBRE DE LOS JEFES DE ESTADO Y DE GOBIERNO

Artículo 7:

La Cumbre de los Jefes de Estado y de Gobierno constará de los Jefes de Estado y de Gobierno de los Estados miembros de la COMIFAC o sus representantes.

La Cumbre establecerá las orientaciones de la Organización con respecto al cumplimiento de los compromisos tales como definidos en el artículo 1 del Título I del presente Tratado.

Artículo 8:

La Cumbre definida en el artículo 7 precedente se celebrará a petición sea de los Jefes de Estado y de Gobierno sea del Consejo de Ministros. Sus decisiones se adoptarán por consenso; de lo contrario, por mayoría simple de los miembros.

Las reuniones de la Cumbre de los Jefes de Estado y de Gobierno se celebrarán a puerta cerrada.

❖ CAPÍTULO III: DEL CONSEJO DE MINISTROS

Artículo 9:

El Consejo de Ministros constará de los Ministros encargados de los Bosques y/o del Medio Ambiente de cada Estado miembro de la COMIFAC.

Artículo 10:

El Consejo de Ministros es el órgano de decisión, de coordinación y de control de la aplicación de las políticas relativas a la administración duradera de los ecosistemas forestales del África Central.

En esta capacidad, será particularmente encargado de:

- garantizar la aplicación de las orientaciones adoptadas por la Cumbre de Los Jefes de Estado y de Gobierno;
- proponer el lugar, la fecha y el orden del día de la Cumbre de Los Jefes de Estado y de Gobierno;
- designar y revocar a los miembros de la Secretaría Ejecutiva;
- orientar y evaluar la acción de la Secretaría Ejecutiva;
- examinar y adoptar los presupuestos de la Secretaría Ejecutiva;
- aprobar y asegurar la verificación de cuentas;
- aprobar la remuneración de las diferentes categorías de personal;
- ejercer el poder disciplinario conjuntamente con la Secretaría Ejecutiva.

Artículo 11:

El Consejo de Ministros se reunirá en sesión ordinaria cada dos años. Las sesiones ordinarias se celebrarán en cada Estado miembro, de manera rotativa y por orden alfabético de la lengua francesa.

Cada sesión establecerá el orden del día del próximo Consejo.

El Presidente en ejercicio podrá convocar las sesiones extraordinarias a petición de 2/3 de los Estados miembros. De lo contrario, una nueva sesión se celebrará a una fecha posterior sin exigencia de quórum.

Las decisiones del Consejo de Ministros se tomarán por consenso. De lo contrario, se adoptarán por mayoría simple de los miembros.

Se celebrará el Consejo de Ministros a puerta cerrada. Podrá recurrir a cualquier persona por sus competencias para que aclarara un asunto específico de la orden del día.

Artículo 12:

El Presidente en ejercicio del Consejo de Ministros es el Ministro encargado de los Bosques del país que asuma la Presidencia de la COMIFAC. El período del presidente será de dos años.

El Presidente en ejercicio:

- **convoca** las sesiones del Consejo de Ministros;
- dirige los debates del Consejo;

- **garantiza** la ejecución de las decisiones y recomendaciones de la Cumbre de los Jefes de Estado y de Gobierno y las del Consejo de Ministros;
- **representa** el Consejo de Ministros durante la intersesión y actuará en concertación con los demás Ministros **encargado** de los Bosques y/o del Medio Ambiente;
- **coordina** la preparación de las sesiones del consejo de Ministros.

❖ **CAPÍTULO IV: DE LA SECRETARÍA EJECUTIVA**

Artículo 13:

La Secretaría Ejecutiva es el órgano de ejecución de la COMIFAC. En este sentido, tiene las siguientes misiones:

- coordinar la ejecución de las actividades de la COMIFAC;
- aplicar las decisiones del Consejo de Ministros.

Artículo 14:

La Secretaría Ejecutiva constará de un Secretario Ejecutivo, un Secretario Ejecutivo Adjunto, un Coordinador Técnico y un Director Administrativo y Financiero.

El Secretario Ejecutivo, Secretario Ejecutivo Adjunto, Coordinador Técnico así como el Director Administrativo y Financiero serán nombrados por el Consejo de Ministros a propuesta del Ministro en carga de los Bosques y/o del Medio Ambiente del país de procedencia de cada candidato.

El Secretario Ejecutivo Adjunto, Coordinador Técnico y el Director Administrativo y Financiero serán designados después de que la Secretaría Ejecutiva haya recibido tres candidaturas enviadas por el Ministro en carga de los Bosques y/o del Medio Ambiente del país de procedencia de cada candidato.

El Consejo de Ministros podrá decidir de crear otros cargos estatutarios para reforzar la capacidad de la Secretaría Ejecutiva. El período de mandato de la Secretaría ejecutiva es de 4 años renovables una sola vez. Sin embargo, en caso de incumplimientos debidamente constatados, el Consejo de Ministros podrá terminar prematuramente las funciones de cualquier miembro de la Secretaría Ejecutiva.

Para garantizar el seguimiento y evaluación de la aplicación del presente Tratado, la Secretaría Ejecutiva dispondrá de un Foro subregional y de Foros nacionales que agruparán a estos diferentes niveles las ONG, las Administraciones, los Socios para el Desarrollo, los Proveedores de fondos, el sector Privado, la Sociedad Civil y los Parlamentarios

El reglamento interno de la COMIFAC especificará la organización y el funcionamiento de estos foros.

Para reforzar su capacidad de trabajo, la Secretaría Ejecutiva podrá solicitar a consultores y socios por medio de notas de entendimiento. La conclusión de dichas notas de entendimiento estará subordinada al acuerdo previo del Presidente en ejercicio del Consejo de Ministros.

Artículo 15:

El Secretario Ejecutivo es el encargado de:

- representar a la COMIFAC en todos los actos de la vida civil;
- coordinar la ejecución de las actividades de la Secretaría Ejecutiva;
- asegurar la promoción de la COMIFAC a nivel internacional;
- supervisar y coordinar todas las actividades relativas a la organización de los trabajos del Consejo de Ministros;
- participar en calidad de asesor a los trabajos del Consejo de Ministros de que será el relator;
- preparar el orden del día del Consejo de Ministros en concertación con el Presidente en ejercicio;
- elaborar los programas, los proyectos de presupuesto y las cuentas que habrá de someter al Consejo de Ministros.

Artículo 16:

El Secretario Ejecutivo Adjunto será el coordinador técnico de la Secretaría Ejecutiva. En su cometido, se encarga entre otras las funciones de:

- ejecutar, supervisar y coordinar el trabajo técnico de la Secretaría Ejecutiva;
- elaborar los términos de referencia para los estudios y el reclutamiento de expertos;
- elaborar el programa de trabajo anual (PTA);
- elaborar los informes técnicos de la Secretaría Ejecutiva, asegurar su calidad y su regularidad.
- Reemplazar al Secretario ejecutivo durante su ausencia

Artículo 17:

El Director Administrativo y Financiero asegurará, bajo la autoridad del Secretario Ejecutivo, la administración de los recursos humanos, materiales y financieros de la COMIFAC.

TITULO IV: DE LAS RELACIONES CON OTRAS

Artículo 18:

La Secretaría ejecutiva podrá concluir convenios de colaboración entre la COMIFAC y otras organizaciones regionales o subregionales en el cumplimiento de su misión.

Se trata particularmente de:

- la Organización para la Conservación de la Fauna Silvestre en África (OCFSA), en materia de biodiversidad y de **lucha contra la caza furtiva transfronteriza**;
- la Agencia Internacional para el Desarrollo de la Información Ambiental (ADIA), en materia de gestión de la información ambiental sobre la subregión y su difusión hacia todos los socios;
- la Conferencia sobre los Ecosistemas de Bosques Densas y Húmedas del África Central (CEBDHAC), en materia de administración de los procesos de concertación dentro del Foro Subregional, de los Foros Nacionales y de sus comisiones especializadas;
- la Organización africana de la Madera (OAM), en particular para las cuestiones de economía forestal, de certificación y de comercio de los productos forestales;
- la Red de las Áreas Protegidas del África Central (RAPAC).

Artículo 19:

La Secretaría ejecutiva podrá concluir Protocolos o Acuerdos en virtud del presente Tratado con otras organizaciones internacionales.

Los Acuerdos anteriores al presente Tratado firmados por los Estados Miembros en el marco de la aplicación de la “Declaración de Yaúnde” del 17 de marzo de 1999 serán reputados válidos y considerados como Acuerdos en el sentido del apartado 1 del presente artículo.

TITULO V: DE LAS RECURSOS Y DE LA GESTIÓN

❖ CAPÍTULO I: DE LOS RECURSOS

Artículo 20:

La financiación de la COMIFAC será asegurada por una contribución obligatoria de los Estados miembros según un principio igualitario o conforme a un mecanismo de financiación establecido según una tasa aplicada a la suma de los ingresos generados por la exportación de productos forestales y fáunicos.

Sin embargo, la COMIFAC podrá buscar financiaciones adicionales, particularmente ante los socios para el desarrollo.

El importe de la contribución anual obligatoria de los Estados será establecido por el Consejo de Ministros a propuesta presupuestaria preparada por la Secretaría Ejecutiva.

El Estado que no cumple sus obligaciones financieras perderá el derecho de voto así como todo apoyo de la Organización hasta que regularice su situación.

La COMIFAC está capacitada para recibir donaciones y legados.

La COMIFAC está abierta a cualquier otra forma de financiación susceptible de acrecentar sus recursos sin perjudicar sus objetivos.

Artículo 21:

La financiación de las Cumbres de los Jefes de Estado y de Gobierno incumbe conjuntamente al país sede y a la COMIFAC.

Artículo 22:

La financiación de la Secretaría Ejecutiva incumbirá a la COMIFAC.

❖ **CAPÍTULO II: DE GESTIÓN FINANCIERA**

Artículo 23:

Los procedimientos de gestión financiera serán establecidos por el reglamento interno que será elaborada por la Secretaría Ejecutiva y sometida al Consejo de Ministros para su aprobación.

Artículo 24:

Una auditoría contable y financiera será realizada cada año por una consultoría especializada en cuentas, titulado e independiente, seleccionada por el Consejo de Ministros a propuesta de su Presidente después de un proceso de selección.

TITULO VI: DE LAS DISPOSICIONES DIVERSAS Y FINALES

Artículo 25:

El presente Tratado será sujeto a la ratificación, la aceptación o la aprobación de los Estados Partes, según sus procedimientos nacionales respectivos.

Será abierto a la adhesión de otros Estados a partir de la fecha de expiración por la firma de los Estados Partes originarios. Los instrumentos de ratificación, de aceptación o de adhesión serán depositados en poder del depositario.

Artículo 26:

El presente Tratado entrará en vigor el trigésimo día después que fuera depositado el sexto instrumento de ratificación, adopción, aprobación o de adhesión, según el caso.

Artículo 27:

Las lenguas de trabajo de la COMEFAC serán el francés, el inglés, el español y el portugués.

La copia original del presente Tratado será depositada en poder de la Secretaría Ejecutiva que será su depositario.

La Secretaría Ejecutiva notificará a los Estados Miembros las fechas de depósito, los instrumentos de ratificación, aceptación o de adhesión y asegurará el registro del presente Tratado ante la Unión Africana y la Organización de las Naciones Unidas.

Artículo 28:

Cualquier Parte contratante podrá proponer enmiendas al presente Tratado. Las enmiendas se adoptarán por unanimidad o consenso por la Cumbre de los Jefes de Estado y de Gobierno.

Las propuestas de enmiendas serán depositadas por escrito en la Secretaría Ejecutiva que las transmitirá a las demás partes.

Artículo 29:

La COMIFAC gozará, en el territorio de cada Estado Miembro, la capacidad jurídica y los privilegios e inmunidades necesarios para que realizara sus objetivos.

Los representantes de los Estados Miembros y los funcionarios de la COMIFAC gozarán de los privilegios e inmunidades reconocidos para las organizaciones internacionales con carácter técnico, conforme a las disposiciones del Convenio de Viena sobre las Relaciones Diplomáticas.

Artículo 30:

Los miembros de la Secretaría Ejecutiva deberán abstenerse de cualquier actividad incompatible con su estatuto de funcionarios internacionales.

En el ejercicio de sus funciones, no podrán solicitar o recibir instrucciones de ningún Gobierno.

Serán sujetos a la obligación de reserva y al secreto profesional.

Artículo 31:

En caso de disputa entre las Partes contratantes relativa a la interpretación o la aplicación del presente Tratado, las Partes interesadas buscarán una solución negociada. Si las Partes interesadas no pudieran conseguir un acuerdo negociado, podrán conjuntamente solicitar los buenos oficios o la mediación de una tercera parte.

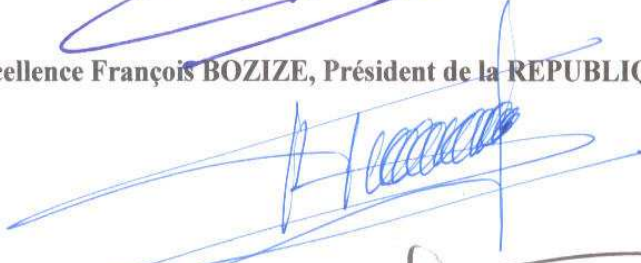
Hecho en Brazzaville el 05 de febrero de 2005

Ont signé :

Son Excellence Paul BIYA, Président de la REPUBLIQUE DU CAMEROUN

A blue ink signature of Paul Biya, consisting of a large, sweeping initial 'P' followed by a series of connected loops and a long horizontal stroke.

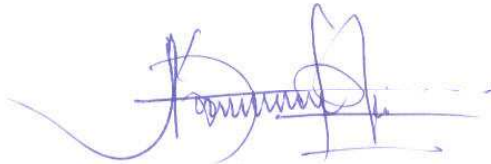
Son Excellence François BOZIZE, Président de la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A blue ink signature of François Bozizé, featuring a large, stylized initial 'F' and several horizontal strokes.

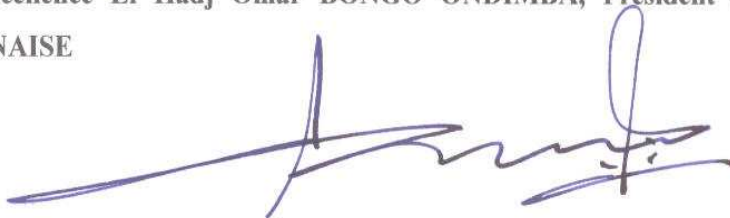
Son Excellence Denis SASSOU-NGUESSO, Président de la REPUBLIQUE DU CONGO

A blue ink signature of Denis Sassou-Nguesso, with a large, bold initial 'D' and a long, sweeping horizontal line.

Son Excellence Joseph KABILA, Président de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

A blue ink signature of Joseph Kabila, showing a large initial 'J' and several horizontal strokes.

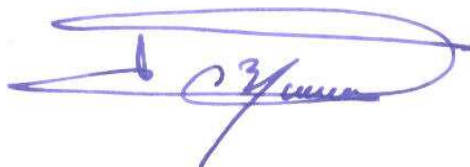
Son Excellence El Hadj Omar BONGO ONDIMBA, Président de la REPUBLIQUE GABONAISE

A blue ink signature of El Hadj Omar Bongo Ondimba, with a large, stylized initial 'O' and several horizontal strokes.

Son Excellence OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE

A blue ink signature of Obiang Nguema Mbassogo, featuring a large, stylized initial 'O' and several horizontal strokes.

Son Excellence Idriss DEBY, Président de la REPUBLIQUE DU TCHAD

A blue ink signature of Idriss Deby, with a large, stylized initial 'I' and several horizontal strokes.

**Son Excellence Fradique BANDEIRA MELO DE MENEZES, Président de la République
Démocratique de SAO TOME ET PRINCIPE.**

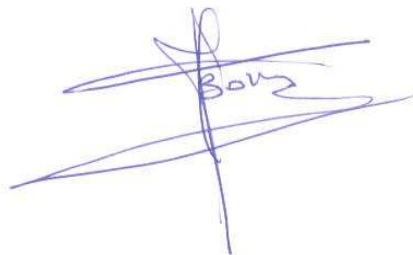


**Pour Son Excellence José Eduardo DOS SANTOS, Président de la République d'ANGOLA.
Monsieur Fernando da Piedade DIAS DOS SANTOS, Premier Ministre.**

**Pour Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République du RWANDA, Monsieur
Bernard MAKUZA, Premier Ministre.**



**Pour Son Excellence Domitien NDAYIZEYE, Président de la République du BURUNDI.
Monsieur l'Ambassadeur Albert MBONERANE, Ministre de l'Aménagement du
Territoire, de l'Environnement et du Tourisme.**



VERSÃO PORTUGUESE

TRATADO

**RELATIVO à CONSERVAÇÃO à GESTÃO SUSTENTÁVEL DOS
ECOSSISTEMAS FLORESTAIS de ÁFRICA CENTRALE
INSTITUINDO a COMISSÃO DAS FLORESTAS de ÁFRICA
CENTRAL (COMIFAC)**

PREÂMBULO

A década passada conheceu profundas perturbações a nível das políticas e quadros institucionais internacionais, regionais e nacionais relativos à problemática ambiental. É assim que ao termo da Cimeira Mundial sobre o Ambiente e o Desenvolvimento de Rio de Janeiro em Junho de 1992, numerosas convenções internacionais sobre a protecção do ambiente e a conservação da biodiversidade viram o dia. Também, um debate internacional sobre as florestas instaura-se, o que permite às diferentes regiões do mundo tomarem consciência dos desafios e sobretudo as ameaças que pesam nos ecossistemas florestais tropicais.

É por conseguinte conscientes da sua responsabilidade essencial no que diz respeito à humanidade que os Chefes de Estado da África Central se mobilizaram a 17 de Março de 1999 em Yaoundé (Camarões) aquando da primeira Cimeira sobre a conservação e a gestão sustentável das florestas tropicais. Ao termo da referida Cimeira, os Chefes de Estado assinaram uma declaração chamada "Declaração de Yaoundé" que proclama solenemente a sua adesão ao princípio de conservação da biodiversidade e de gestão sustentável dos ecossistemas florestais, assim como o direito dos povos a contarem com os recursos florestais para apoiar os seus esforços de desenvolvimento económico e social.

Para concretizar os compromissos subscritos na "Declaração de Yaoundé", a Conferência dos Ministros das Florestas de África Central, por abreviatura "COMIFAC", foi criada em Dezembro de 2000. Por este feito, a COMIFAC é a instituição subregional de referência em matéria de harmonização das políticas florestais e ambientais na África Central. A COMIFAC orienta, coordena e toma decisões sobre as acções e iniciativas subregionais no domínio da conservação e da gestão sustentável dos ecossistemas florestais.

Para se dotarem dum quadro jurídico internacionalmente reconhecido, os Estados-Membros decidiram instaurar um Tratado que devia regular e consolidar a cooperação subregional em matéria de florestas e ambiente.

Por conseguinte, o presente Tratado foi assinado pelos Chefes de Estado e de Governo de dez países da África Central durante a sua segunda Cimeira, no dia 5 de Fevereiro de 2005 em Brazzaville (República do Congo).

OS ESTADOS PARTES

- a República do Burundi,
- a República dos Camarões,
- a República Centrafricana,
- a República do Congo,
- a República Democrática do Congo,
- a República Gabonesa,
- a República da Guiné Equatorial,
- a República do Ruanda,
- a República de São Tomé e Príncipe,
- a República do Chad ;

Tendo em conta a Convenção de Viena de 1986, relativa às organizações internacionais;

Tendo em conta a Declaração do Rio de Janeiro de Junho de 1992 sobre todos os tipos de florestas e a Agenda 21 no seu capítulo 11;

Tendo em conta a Convenção das Nações Unidas sobre a Diversidade Biológica;

Tendo em conta a Convenção das Nações Unidas sobre a Luta contra a Desertificação;

Tendo em conta a Convenção das Nações Unidas sobre as Mudanças Climáticas;

Tendo em conta a Declaração dos Chefes de Estado da África Central do 17 de Março de 1999 sobre a conservação e a gestão sustentável das florestas tropicais, chamada "Declaração de Yaounde", pedestal do presente Tratado e na qual os Chefes de Estado proclamam:

- a sua adesão ao princípio de conservação da biodiversidade e de gestão sustentável dos ecossistemas florestais da África Central;
- direito dos seus povos a contarem com os recursos florestais para apoiarem os seus esforços de desenvolvimento económico e social;
- a sua adesão já antiga à necessidade de conciliar os imperativos de desenvolvimento económico e social com a conservação da diversidade biológica no âmbito de uma cooperação subregional e internacional bem compreendida ;
- seu interesse à instauração pela comunidade internacional, hoje muito consciente do papel ecológico das florestas, dum mecanismo internacional destinado ao financiamento dum fundo fiduciário para apoiar de maneira duradoura os países da subregião nos seus esforços de regulamentação da exploração das florestas, de conservação e de investigação sobre os ecossistemas florestais;
- seu apoio e a sua solidariedade com os países sahelianos da África Central na sua luta

- contra o progresso do deserto;

Tendo em conta a Resolução n° 54/214 do 1 de Fevereiro de 2000 da Assembleia Geral das Nações Unidas aquando da sua 54a sessão, tomando nota desta Declaração dos Chefes de Estado da África Central, chamada « Declaração de Yaoundé »;

Tendo em conta os estatutos da Conferência dos Ministros das florestas da África central (COMIFAC) adoptados em Yaoundé, a 28 de Junho de 2002;

Conscientes da necessidade de pôrem as bases fiáveis e duradouras duma cooperação subregional em matéria de conservação e de gestão sustentável das florestas;

Convêm do que segue:

TÍTULO I: DOS COMPROMISSOS

Artigo 1:

Os Estados Partes ao presente Tratado, no âmbito da conservação e da gestão sustentável dos ecossistemas florestais da África Central , comprometem-se a :

- inscreverem nas suas prioridades nacionais, a conservação e a gestão sustentável das florestas bem como a gestão do ambiente;
- adoptarem políticas nacionais harmonizadas em matéria de florestas e acelerarem a instauração dos instrumentos de regulamentação da exploração das florestas, especialmente sistemas de certificação reconhecidos internacionalmente e aprovados pelos Estados da África Central ; e desenvolverem os recursos humanos para a sua aposta;
- instaurarem medidas destinadas a conciliar as acções em prol da conservação e da gestão sustentável dos ecossistemas florestais com as políticas de desenvolvimento noutros sectores, nomeadamente o reflorestamento, os transportes e a agricultura;
- instaurarem, em cada Estado, mecanismos duradouros de financiamento do desenvolvimento do sector florestal a partir dos rendimentos gerados pela actividade florestal e pela cooperação internacional;
- incitarem os seus Governos para que executem as acções prioritárias do Plano de Convergência, particularmente: a identificação das zonas prioritárias de conservação, a criação de novas áreas protegidas, a elaboração e a execução dos planos de gestão das áreas protegidas e a apropriação pelos Estados dos processos empenhados nos programas pilotos ;
- desenvolverem uma fiscalidade florestal adequada e medidas de acompanhamento necessárias à sua aplicação para apoiar de maneira perene os esforços de conservação, de regulamentação duradoura da exploração das florestas e de investigação sobre os ecossistemas florestais;
- acelerarem o processo de criação das áreas protegidas transfronteiriças entre os países da África Central e convidarem os países vizinhos a integrar-se no referido processo, reforçando ao mesmo tempo a gestão das áreas protegidas existentes;

- reforçarem as acções que visam aumentar a participação rápida das populações rurais na planificação e gestão sustentável dos ecossistemas e reservarem espaços suficientes para o seu desenvolvimento socioeconómico;
- velarem por uma maior implicação dos agentes económicos no processo de gestão duradoura e de conservação dos ecossistemas florestais;
- instaurarem acções concertadas para erradicar a caça proibida e qualquer outra exploração não sustentável na subregião, lá associando os receptores, nomeadamente os agentes económicos e as populações;
- promoverem e acelerarem o processo de industrialização do sector e desenvolverem mecanismos adequados de financiamento do sector privado nacional, para maximizar o valor acrescentado e criar empregos novos que valorizem, velando ao mesmo tempo por uma utilização duradoura dos recursos em harmonia com a possibilidade florestal ;
- velarem pela harmonização estandardizada dos documentos que acompanham a circulação dos produtos florestais e faunianos;
- promoverem a organização de foros nacionais e subregionais de intercâmbios de experiências;
- favorecerem a instauração das redes que vinculam as instituições relevantes de investigação e de desenvolvimento florestal;
- reforçarem a coordenação bem como a cooperação entre todas as organizações nacionais e internacionais implicadas nas acções e na reflexão sobre a utilização duradoura e a conservação dos recursos biológicos e os ecossistemas florestais.

Artigo 2:

Para a execução dos compromissos acima mencionados, os Estados obrigam-se a:

- financiarem as acções relativas à gestão sustentável dos ecossistemas florestais e do ambiente ;
- desenvolverem a parceria com a comunidade internacional, com o objectivo de mobilizarem recursos necessários para o financiamento dos compromissos referidos no artigo 1 do presente Tratado;
- obrarem juntamente para obterem a elegibilidade dos programas e acções iniciados pelos Estados-Membros do Tratado para diversos mecanismos de financiamento inovadores

TÍTULO II: DOS MEMBROS

Artigo 3:

São Partes ao presente Tratado, os Estados da África central seguintes:

- a República do Burundi;
- a República dos Camarões;
- a República Centrafricana;
- a República do Congo;
- a República Democrática do Congo;

- a República Gabonesa;
- a República da Guiné Equatorial;
- a República do Ruanda;
- a República de São Tomé e Príncipe ;
- a Republica do Chad

Artigo 4:

Pode igualmente tornar-se membro do presente Tratado qualquer outro Estado da África Central que adere em conformidade com as modalidades previstas no artigo 25 abaixo.

TÍTULO III: DA EXECUÇÃO

Artigo 5:

Para a execução do presente Tratado, é criada uma organização internacional subregional designada «Comissão das Florestas da África Central », por abreviatura "COMIFAC".

A COMIFAC é uma organização encarregada da orientação, da harmonização e do seguimento das políticas florestais e ambientais na África Central.

❖ **CAPÍTULO I: DA SEDE, DA DURAÇÃO E DOS ORGÃOS**

Artigo 6 :

A sede da COMIFAC é localizada em Yaoundé, República dos Camarões. No entanto, pode ser transferida noutro país membro após uma decisão da Cimeira dos Chefes de Estado e de Governo.

A duração da COMIFAC é ilimitada.

Os órgãos da COMIFAC são :

- a Cimeira dos Chefes de Estado e de Governo ;
- o Conselho dos Ministros ;
- o Secretariado Executivo.

❖ **CAPÍTULO II: DA CIMEIRA DOS CHEFES DE ESTADO E DE GOVERNO**

Artigo 7:

A Cimeira dos Chefes de Estado e de Governo é composta dos Chefes de Estado e de Governo dos Estados-Membros da COMIFAC ou os seus representantes.

A Cimeira fixa as orientações da Organização para a execução dos compromissos tais como foram definidos no artigo 1 do Título I do presente Tratado.

Artigo 8:

A Cimeira definida no artigo 7 acima realiza-se a pedido dos Chefes de Estado e de Governo ou a pedido do Conselho dos Ministros. As suas decisões são tomadas por consenso. Na falta disso, as decisões são tomadas à maioria simples dos membros.

As reuniões da Cimeira dos Chefes de Estados e de Governo celebram-se à portas fechadas.

❖ **CAPÍTULO III: DO CONSELHO DOS MINISTROS**

Artigo 9:

O Conselho dos Ministros é composto dos Ministros das Florestas e/ou do Ambiente de cada Estado Membro da COMIFAC.

Artigo 10:

O Conselho dos Ministros é o órgão de decisão, de coordenação e de controlo da execução das políticas em matéria de gestão sustentável dos ecossistemas florestais da África Central.

A esse respeito, o Conselho dos Ministros é encarregado nomeadamente de:

- Velar pela execução das orientações tomadas pela Cimeira dos Chefes de Estado e de Governo;
- propôr o lugar, a data bem como a ordem do dia da Cimeira dos Chefes de Estado e de Governo;
- nomear e revogar os membros do Secretariado Executivo;
- orientar e avaliar a acção do Secretariado Executivo;
- examinar e adoptar o orçamento do Secretariado Executivo;
- aprovar e fazer examinar as contas;
- aprovar a remuneração das diferentes categorias de pessoal;
- exercer conjuntamente com o Secretariado Executivo, o poder disciplinar.

Artigo 11:

O Conselho dos Ministros realiza-se em sessão ordinária de dois em dois anos. As sessões ordinárias têm lugar em cada Estado-Membro, de maneira rotativa e por ordem alfabética da língua francesa.

Cada sessão fixa a ordem do dia do próximo Conselho.

Sessões extraordinárias podem ser convocadas pelo Presidente em exercício, a pedido dos 2/3 dos Estados-Membros.

A celebração de qualquer Conselho dos Ministros deve requerer um quórum de 2/3 dos Estados-Membros. Na falta disso, uma nova sessão celebra-se, sem nenhuma exigência de quórum, numa data ulterior.

As decisões do Conselho dos Ministros são tomadas por consenso. Na falta disso, as decisões são tomadas à maioria simples dos Membros.

O Conselho dos Ministros realiza-se à portas fechadas. Pode recorrer à qualquer pessoa devido às suas competências para trazer um esclarecimento sobre um assunto preciso inscrito na ordem do dia.

Artigo 12:

O Presidente em exercício do Conselho dos Ministros é o Ministro das Florestas do país que assegura a Presidência da COMIFAC. O mandato do Presidente é de dois anos.

O Presidente em exercício:

- convoca as sessões do Conselho dos Ministros;
- dirige os debates do Conselho;
- vela pela execução das decisões e recomendações da Cimeira dos Chefes de Estado e de Governo e as do Conselho dos Ministros;
- representa o Conselho dos Ministros durante a intersessão e trabalha em concertação com os outros Ministros das Florestas e/ou do Ambiente;
- coordena a preparação das sessões do Conselho dos Ministros.

❖ CAPÍTULO IV: DO SECRETARIADO EXECUTIVO

Artigo 13:

O Secretariado Executivo é composto dum Secretário Executivo, um Secretário Executivo Assistente- Coordenador Técnico e um Director Administrativo e Financeiro.

O Secretário Executivo, o Secretário Executivo Assistente - Coordenador Técnico bem como o Director Administrativo e Financeiro são nomeados pelo Conselho dos Ministros, conforme uma proposta do Ministro das Florestas e/ou do Ambiente do país de origem de cada candidato.

O Conselho dos Ministros pode decidir da criação de outros postos estatutários, para reforçar as capacidades do Secretariado Executivo. A duração do seu mandato é fixada à 4 anos, renovável só

uma vez. No entanto, no caso de deficiências devidamente constatadas, o Conselho dos Ministros pode pôr fim antes do termo às funções de qualquer membro do Secretariado Executivo.

Para assegurar à base o seguimento- avaliação da execução do presente Tratado, o Secretariado Executivo dispõe dum Fórum subregional e de Foros nacionais que agrupam, nestas diferentes escalas, as ONG, as Administrações, os Parceiros ao desenvolvimento, os Mutuantes de fundos o Sector Privado, a Sociedade civil e os Parlamentários.

O regulamento interno da COMIFAC precisará a organização e o funcionamento destes foros.

A fim de reforçar a sua capacidade de trabalho, o Secretariado Executivo pode recorrer a consultores e parceiros, através de protocolos de acordo. A conclusão destes protocolos de acordo é subordinada ao acordo prévio do Presidente em exercício do Conselho dos Ministros.

Artigo 14:

O Secretariado Executivo é o órgão de execução da COMIFAC. À este título, tem por missões:

- assegurar a coordenação da execução das actividades da COMIFAC,
- aplicar as decisões do Conselho dos Ministros.

Artigo 15:

O Secretariado Executivo é encarregado de:

- representar a COMIFAC em todos os actos da vida civil;
- coordenar a execução das actividades do Secretariado Executivo;
- assegurar a promoção da COMIFAC na cena internacional;
- supervisionar e coordenar todas as actividades que se referem à organização dos trabalhos do Conselho dos Ministros;
- participar com voz consultiva nos trabalhos do Conselho dos Ministros. É o relator;
- preparar a ordem do dia do Conselho dos Ministros, em concertação com o Presidente em exercício;
- elaborar os programas, os projectos de orçamento e as contas a apresentar ao Conselho dos Ministros.

Artigo 16:

O Secretário Executivo Assistente é o coordenador técnico do Secretariado Executivo. À este título, é encarregado nomeadamente de:

- executar, supervisionar e coordenar o trabalho técnico do Secretariado Executivo;
- elaborar os termos de referência para os estudos e o recrutamento dos peritos;
- elaborar o programa de trabalho anual (PTA);
- elaborar os relatórios técnicos do Secretariado Executivo, assegurar a qualidade e a regularidade dos referidos relatórios.

O Secretario Executivo Assistente assegura o interím do Secretario Executivo no caso de ausência.

Artigo 17:

O Director Administrativo e Financeiro assegura, sob a autoridade do Secretario Executivo, a gestão dos recursos humanos, materiais e financeiros da COMIFAC.

TÍTULO IV: DAS RELAÇÕES COM OUTRAS ORGANIZAÇÕES E PROTOCOLOS DE ACORDO

Artigo 18:

A COMIFAC pode concluir convenções de colaboração com outras organizações regionais ou subregionais no âmbito do cumprimento das suas missões.

Trata-se nomeadamente de:

- a Organização para a Conservação da Fauna Selvagem na África (OCFSA), para a biodiversidade e a luta transfronteiriça contra a caça proibida;
- a Agência internacional para o Desenvolvimento da Informação Ambiental (ADIE), para a gestão da informação ambiental da subregião e a sua divulgação junto de todos os parceiros;
- a Conferência sobre os Ecossistemas das Florestas Densas e Húmidas da África Central (CEFDHAC), para a gestão dos processos de concertação no seio do Fórum Subregional e dos Foros Nacionais e das suas comissões especializadas;
- a Organização Africana da Madeira (OAB), particularmente pelo que respeita à economia florestal, à certificação e ao comércio dos produtos florestais;
- a Rede das Áreas Protegidas da África Central (RAPAC).

Artigo 19:

Protocolos ou Acordos podem ser concluídos em virtude do presente Tratado com outras organizações internacionais.

Os acordos concluídos antes do presente Tratado por Estados Partes no âmbito da execução da "Declaração de Yaoundé" do 17 de Março de 1999 são considerados válidos e como Acordos no sentido do parágrafo primeiro do presente artigo.

TÍTULO V: DOS RECURSOS E DA GESTÃO FINANCEIRA

❖ CAPÍTULO 1: DOS RECURSOS

Artigo 20:

O financiamento da COMIFAC é assegurado por uma contribuição obrigatória dos Estados-Membros de acordo com um princípio igualitário ou em conformidade com um mecanismo de financiamento indexado sobre uma taxa aplicada à soma das receitas realizadas sobre os produtos florestais e faunianos exportados.

No entanto, a COMIFAC pode procurar financiamentos adicionais, nomeadamente junto dos parceiros ao desenvolvimento.

O montante da contribuição anual obrigatória dos Estados é fixado pelo Conselho dos Ministros, conforme a proposta orçamental preparada pelo Secretariado Executivo.

Qualquer Estado que não preenche as suas obrigações financeiras perde o seu direito de voto bem como qualquer apoio da Organização, até a regularização.

A COMIFAC é habilitada para receber donativos e legados.

A COMIFAC está aberta a qualquer outro modo de financiamento susceptível de aumentar os seus recursos sem prejudicar os seus objectivos.

Artigo 21:

O financiamento das Cimeiras dos Chefes de Estado e de Governo e do Conselho dos Ministros é assegurado conjuntamente pelo país hóspede e a COMIFAC.

Artigo 22:

O financiamento do Secretariado Executivo é assegurado pela COMIFAC.

❖ CAPÍTULO II: DA GESTÃO FINANCEIRA

Artigo 23:

Os processos de gestão financeira serão fixados pelo regulamento interno que será elaborado pelo Secretariado Executivo e submetido, para aprovação, ao Conselho dos Ministros.

Artigo 24:

Uma verificação das contas e da situação financeira é realizada cada ano por um gabinete de avaliação contabilístico aprovado e independente, escolhido pelo Conselho dos Ministros conforme a proposta do seu Presidente, depois um processo de selecção.

TÍTULO VI: DAS DISPOSIÇÕES DIVERSAS E FINAIS

Artigo 25:

O presente Tratado é sujeito à ratificação, à aceitação ou à aprovação dos Estados Partes de acordo com os seus processos nacionais respectivos.

Fica aberto à adesão de outros Estados, à partir da data à qual cessa a sua abertura à assinatura dos Estados Partes originários. Os instrumentos de ratificação, de aceitação ou de adesão serão depositados junto do depositário.

Artigo 26:

O presente Tratado entrará em vigor o trigésimo dia depois o depósito do sexto instrumento de ratificação, de adopção ou de aprovação segundo o caso, ou de adesão.

Artigo 27:

As línguas de trabalho da COMIFAC são o Francês, o Inglês, o Espanhol e o Português.

O original do presente Tratado será depositado, junto do Secretariado Executivo que é o depositário. O Secretariado Executivo comunicará aos Estados-Membros, as datas de depósito dos instrumentos de ratificação, de aceitação ou de adesão e fará registar o presente Tratado junto da União Africana.

Artigo 28:

Qualquer Parte Contratante pode propôr alterações ao presente Tratado. As alterações são adoptadas por unanimidade ou por consenso pela Cimeira dos Chefes de Estado e de Governo.

As propostas de alterações são depositadas por escrito ao Secretariado Executivo que as transmite às outras partes.

Artigo 29:

A COMIFAC goza, no território de cada um dos Estados-Membros, da capacidade jurídica e dos privilégios e imunidades que lhe são necessárias para atingir os seus objectivos.

Os representantes dos Estados-Membros e os funcionários da COMIFAC gozam dos privilégios e imunidades reconhecidos às organizações internacionais de carácter técnico, em conformidade com as disposições da Convenção de Viena sobre as Relações Diplomáticas.

Artigo 30:

Os membros do Secretariado Executivo devem abster-se de qualquer actividade incompatível com o seu estatuto de funcionários internacionais.

No exercício das suas funções, não poderão solicitar ou receber instruções de nenhum Governo. São sujeitos à obrigação de reserva e ao segredo profissional.

Artigo 31:

No caso de diferendo entre Partes Contratantes em relação à interpretação ou à aplicação do presente Tratado, as Partes em causa procuram uma solução através de negociação.

Se as partes em causa não podem conseguir um acordo através de negociação, podem conjuntamente recorrer aos bons serviços ou à mediação duma terceira parte

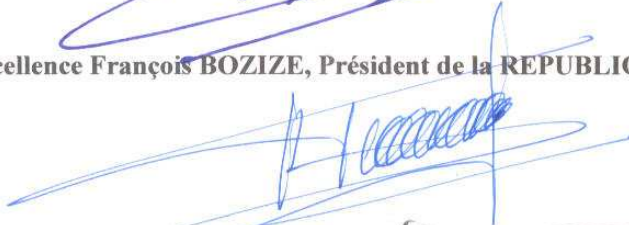
Feito em Brazzaville, 05 de Fevereiro de 2005

Ont signé :

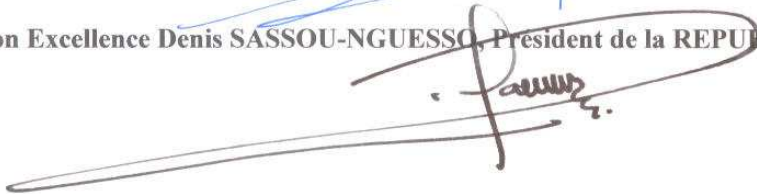
Son Excellence Paul BIYA, Président de la REPUBLIQUE DU CAMEROUN

A blue ink signature of Paul Biya, consisting of a large, sweeping horizontal stroke with a smaller, more detailed signature above it.

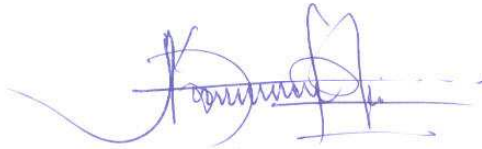
Son Excellence François BOZIZE, Président de la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A blue ink signature of François Bozizé, featuring a large, stylized 'F' followed by a series of horizontal strokes.

Son Excellence Denis SASSOU-NGUESSO, Président de la REPUBLIQUE DU CONGO

A blue ink signature of Denis Sassou-Nguesso, with a large, bold 'D' and 'S' followed by a horizontal line.

Son Excellence Joseph KABILA, Président de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

A blue ink signature of Joseph Kabila, showing a stylized 'J' and 'K' followed by a horizontal line.

Son Excellence El Hadj Omar BONGO ONDIMBA, Président de la REPUBLIQUE GABONAISE

A blue ink signature of El Hadj Omar Bongo Ondimba, with a large, sweeping horizontal stroke and a smaller signature above it.


Son Excellence OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE

A blue ink signature of Obiang Nguema Mbassogo, featuring a large, stylized 'O' and 'N' followed by a horizontal line.

Son Excellence Idriss DEBY, Président de la REPUBLIQUE DU TCHAD

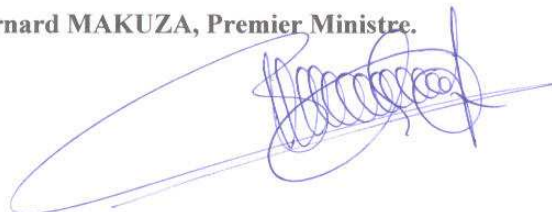
A blue ink signature of Idriss Deby, with a large, bold 'I' and 'D' followed by a horizontal line.

**Son Excellence Fradique BANDEIRA MELO DE MENEZES, Président de la République
Démocratique de SAO TOME ET PRINCIPE.**



**Pour Son Excellence José Eduardo DOS SANTOS, Président de la République d'ANGOLA.
Monsieur Fernando da Piedade DIAS DOS SANTOS, Premier Ministre.**

**Pour Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République du RWANDA, Monsieur
Bernard MAKUZA, Premier Ministre.**



**Pour Son Excellence Domitien NDAYIZEYE, Président de la République du BURUNDI.
Monsieur l'Ambassadeur Albert MBONERANE, Ministre de l'Aménagement du
Territoire, de l'Environnement et du Tourisme.**

